



PRÉFET DE SEINE-MARITIME

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
de Haute-Normandie

Service Risques

Arrêté du **16 JUL 2015**

mettant en demeure la société GREEN PACK de se conformer aux dispositions de l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement pour la mise à l'arrêt définitif et la remise en état du site sis au 674, Rue Jeanne La Lorraine, BOSC-LE-HARD (76850)

Le Préfet de la région de Haute-Normandie, Préfet de la Seine-Maritime,
commandeur de la Légion d'honneur

- Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8 et R. 512-39-1 ;
- Vu le décret du Président de la République en date du 17 janvier 2013 nommant M. Pierre-Henry MACCIONI en qualité de préfet de région Haute-Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu les différents arrêtés préfectoraux des 26 février 1969, 12 octobre 1979, 29 août 1988 et 16 novembre 1995 autorisant la société R.E.M (RENOVATION EMBALLAGES METTALIQUES) à exploiter une usine de rénovation de fûts métalliques usagés en provenance de secteurs pétroliers, de la pétrochimie et de la chimie à BOSC-LE-HARD (76850) – 674, Rue Jeanne La Lorraine ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 13-196 du 25 avril 2013 modifié portant délégation de signature à M. Eric MAIRE, secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu le récépissé de prise de possession du 27 juin 2008 de l'usine précitée par la société GREEN PACK dont le siège social se situe à la même adresse ;
- Vu le jugement du Tribunal de Commerce de Dieppe du 29 octobre 2013 prononçant la liquidation judiciaire de la société GREEN PACK et nommant Maître PASCUAL aux fonctions de liquidateur ;
- Vu le courrier référencé 8.13.4557 du 4 novembre 2014 de Maître PERCHERON, mandatée par Maître PASCUAL, sollicitant l'inspection des installations classées (IIC) afin d'organiser une rencontre sur site, dans le but d'établir une hiérarchisation des actions à mener pour répondre aux exigences de l'article R. 512-39-1 du Code de l'environnement ;
- Vu le rapport des inspecteurs de l'environnement suite à la visite d'inspection du 15 avril 2015 transmis à Maître PASCUAL en tant que représentant de l'exploitant, par courrier en date du 05 mai 2015, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

- Considérant que lors de la visite de contrôle inopinée en date du 15 avril 2015 faisant suite à la réception par l'Inspection des Installations Classées du courrier du 4 novembre 2014 susvisé, les inspecteurs de l'environnement ont constaté :
- l'absence de mise en sécurité des anciennes installations alors que le potentiel de dangers demeure notable, notamment au regard des quantités de matières combustibles de plusieurs centaines de tonnes.
- Considérant que le liquidateur judiciaire représente depuis le 29 octobre 2013 le dernier exploitant légal desdites installations classées ;
- Considérant que le délai écoulé depuis le 29 octobre 2013, date à laquelle a été prononcée la liquidation judiciaire par jugement du Tribunal de Commerce de Dieppe, ne répond pas aux exigences du premier alinéa de l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement ;
- Considérant que ces manquements constituent une infraction à la législation sur les installations classées ;
- Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société GREEN PACK, représentée par le liquidateur judiciaire, de respecter les articles R. 512-39-1 et suivants du code de l'environnement, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du même code ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime

ARRÊTE

Article 1^{er} –

La société GREEN PACK, dernier exploitant d'installations de lavages de fûts métalliques et autres contenants sur le site situé 674, Rue Jeanne La Lorraine – 76850 BOSC-LE-HARD, représentée par son liquidateur judiciaire Maître Béatrice PASCUAL, dont l'adresse est 10, rue de la Poterne – 76000 Rouen, ci-après dénommé l'exploitant, est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes :

- notifier, **dans un délai de 15 jours**, au préfet de la Seine-Maritime la date de mise à l'arrêt définitif de ses installations, conformément au premier alinéa de l'article R. 512-39.1 du code de l'environnement ;
- indiquer, **dans le même délai**, les mesures prises ou prévues pour assurer la mise en sécurité du site conformément au second alinéa du même article ;
- prendre, **sous un mois**, des mesures de mise en sécurité effective du site de façon à ce qu'il soit placé dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, conformément au troisième alinéa de l'article R. 512-39.1-I du code de l'environnement. En particulier, il fait procéder (par ordre de priorité décroissant) :
 - à la mise en œuvre d'une clôture afin d'isoler le site des accès qui ne sont pas clôturées, notamment par la voie de chemin de fer et la zone des lagunes,
 - au nettoyage et à l'évacuation des matières visqueuses ou pâteuses encore présentes au niveau des anciens ateliers de la société GREEN PACK,
 - à la vidange des lagunes recueillant des eaux de process de façon à prévenir les phénomènes de débordement vers les champs voisins ainsi qu'à leur sécurisation définitive visant soit à les remblayer / recouvrir soit à les terrasser de façon à ce qu'elles ne se remplissent pas,
 - à l'élimination des déchets entreposés dans les ateliers ou à l'extérieur des ateliers (fûts, big bags, GRV

- autres que les 450 tonnes de résidus d'huile visées ci-après),
- l'élimination des résidus huileux du bac solvant disposé à l'extérieur des ateliers,
- à l'élimination des 450 tonnes de résidus d'huiles minérales conditionnées en GRV.

Article 2 -

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 2 ne serait pas satisfaite dans les délais prévus par ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L. 171-7 du code de l'environnement, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du même code.

Article 3 -

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Rouen, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Article 4 -

Le secrétaire général de la préfecture, la sous-préfète de DIEPPE, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement et le maire de BOSC LE HARD sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Seine-Maritime.

Fait à Rouen, le

16 JUIL. 2015

Pour le préfet, et par délégation,
le secrétaire général



Eric MAIRE